

(N° 58)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1924.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'EXERCICE 1925 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le Budget des Voies et Moyens est dressé sur une prévision de recettes de 4,268,007,488 francs.

Ce montant comprend 3,420,452,000 francs de recettes à provenir des impôts directs et indirects dont des lois actuellement en vigueur règlent l'assiette et la perception, et 120 millions à provenir des impôts formant l'objet des projets de loi de juin 1924.

Les autres recettes ordinaires doivent fournir un total de 300 millions.

Les recettes exceptionnelles et compensatoires sont évaluées respectivement pour 106,336,000 et 319,901,044 francs. Les divers Budgets de dépenses s'élèvent à un total de fr. 4,246,621,037.70.

Le Budget général ainsi dressé se présente donc en équilibre, sans aucun recours à l'emprunt.

* * *

Le Budget général de l'État est constitué par dix-huit projets de lois distincts, soumis les uns à l'examen de la Chambre des Représentants, les autres du Sénat. Tous sont présentés sous la forme de dispositions, formant le

(1) Budget n° 4-I.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Lemonnier, président, Hallet, Pussemier, vice-présidents, Carlier, David, secrétaires, Bologne, De Bruyne (August), de Liedekerke, Donnay, Golenvaux, Ozeray, Soudan, Strauss, Van Ackere, Van Glabbeke et Wauwermans.

b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, de Gérardon, De Bruycker, de Wouters d'Oplinter, Vermeersch et Baels.

texte même de la loi, suivies de tableaux détaillant soit les sources de recettes, soit les imputations de dépenses.

Il importe de signaler la conséquence bien différente de la présentation de ces tableaux selon qu'ils se rapportent à des Budgets de dépenses ou à des Budgets de recettes.

Par l'adoption des Budgets de dépenses le Parlement pose un acte définitif. Il autorise les dépenses détaillées dans le tableau annexe, et, à cet égard, ce tableau constitue et crée un titre. Le montant de la dépense ne peut être dépassé.

Il pourra advenir que le Gouvernement n'utilise pas ou n'épuise pas le crédit aux fins qui ont été déterminées dans le tableau, mais il lui est interdit d'opérer un virement d'une imputation sur une autre.

Le tableau fait ici corps avec le Budget. Le tableau-annexe du Budget des Voies et Moyens ne peut au contraire avoir qu'un caractère indicatif.

Les libellés du tableau n'autorisent aucune perception : C'est à bon droit que les traités sur la matière enseignent que le Budget des voies et moyens, dans ses dispositions relatives aux impôts et taxes, contient des règles *législatives* au sens général. Quand à la partie du Budget des Recettes où sont évalués les revenus des communes de l'État, c'est une simple opération *administrative*. (Jezé, *Le budget*, p. 50. Duguit, *L'État*, t. I, pp. 524 et suiv.).

Dans notre pratique budgétaire, c'est un article spécial du projet de loi, conçu dans les termes de la formule de style qui vous est soumise sous l'article 3, qui constitue le titre exigé par l'article 11 de la Constitution. Elle décrète que « les impôts directs et indirects, en principal et centimes additionnels au profit de l'État, existant au 31 décembre 19..., seront recouvrés pendant l'année 19..., d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception ».

Le tableau des Voies et Moyens n'a — et il serait impossible qu'il en fût autrement — d'autre raison que de fournir au contrôle de la Législature le relevé des forces dont le Ministre des Finances estime qu'il aura la disposition pour faire face aux charges de l'exercice : Il évalue les produits des divers chefs de recettes envisagées.

Ces mentions sont des prévisions : elles ne créent pas la recette. Ce qu'on peut leur demander c'est qu'elles apparaissent justifiées au rédacteur du Budget.

Elles ne peuvent être faites que sous la réserve de l'accomplissement des conditions prévues — existence de lois et tarifs — et sous le bénéfice des aléas. Il ne dépend pas de l'inscription au tableau que le rendement soit inférieur ou supérieur aux chiffres.

Le Parlement anglais n'est en possession que du chiffre global des produits probables des grandes branches de revenus.

La conséquence logique de ce que le tableau du Budget des Voies et Moyens n'a qu'une valeur indicative, est qu'accepter l'évaluation par anticipation du produit d'impôts nouveaux, ne peut ni constituer un préjugé et encore moins l'engagement de l'adoption *ne varietur* des impôts dont le montant n'est qu'escompté. Toute discussion, toute décision à leur sujet demeure libre.

Si ceux-ci venaient à être repoussés en tout ou en partie, l'équilibre d'un budget établi sur cette prévision serait rompu, mais à défaut soit de recettes supplémentaires provenant de sous-évaluations, soit d'un recours à d'autres sources de recettes, soit de diminutions de dépenses, soit de la combinaison de ces divers éléments.

Il importe bien plus de serrer autant que possible l'exactitude de la prévision totale que de s'attacher au montant de chacun des postes dont la réunion indiquera la puissance des Voies et Moyens.

Sans doute il convient dans toute la mesure du possible de ne porter en recettes prévues que celles dont le montant peut être considéré comme acquis et à l'abri de tout aléa de droit ou de fait.

Mais dans les circonstances économiques actuelles il n'est pas toujours possible de s'en tenir à la rigueur de ce principe.

Comment les administrations de la plupart des villes du pays auraient-elles pu sinon dresser leur Budget pour 1922, alors que les lois les autorisant à lever des centimes additionnels ne furent votées que les 16 et 19 juillet 1922? Même situation pour les Budgets de 1924 : les dispositions de la loi de 1922 ne furent rendues applicables à cet exercice que par la loi du 27 mars 1924.

Actuellement leurs Budgets pour 1925 sont dressés en portant au chapitre des recettes, qui n'est autre que leur Budget des Voies et Moyens, les taxes à lever en vertu du vote escompté du projet de loi sur la fiscalité provinciale et communale.

Le Parlement lui-même n'a pas vu d'inconvénient à entrer dans cette voie l'an dernier : l'article 2 du tableau-annexe prévoyait une augmentation de la super-taxe : « Il a été également tenu compte —, mentionnait la note d'observations de ce tableau —, de l'augmentation probable — 30 millions — qu'il est permis d'escompter des mesures actuellement soumises à l'approbation du Sénat ».

La majorité de la Commission a donc constaté qu'aucune raison majeure ne s'imposait pour ajourner le vote du Budget des Voies et Moyens au delà de la fin de la présente année, alors qu'il était impossible d'obtenir du Parlement de se prononcer d'ici là sur les dispositions contenues dans le projet de juin 1924.

Aux fins de mettre en évidence la conclusion de ce qui précède, elle a estimé — par 13 voix contre 2 — qu'il convenait de faire précéder les libellés du tableau concernant des impôts non encore votés de la mention « *produit éventuel de...* »

*
* *
*

Le régime fiscal à appliquer durant l'exercice 1925 a été l'objet de multiples observations et critiques, mais qui ne pouvaient aboutir à des résolutions les lois organiques d'impôts n'étant pas susceptibles de revision dans la loi des Voies et Moyens.

La loi de 1919 sur les impôts cédulaires et la supertaxe a inauguré un régime nouveau, rompant avec toutes les pratiques et habitudes anciennes.

Dans la hâte de fournir l'instrument réclamé pour le rétablissement de nos finances, il a fallu se guider plutôt par les enseignements des théoriciens, et les

matériaux recueillis à l'étranger que sur des documents et des renseignements relevés sur notre propre sol.

Les besoins du Trésor ont dépassé les ressources que pouvait fournir le fonctionnement à ses débuts d'une législation complètement nouvelle.

Le sur-rendement paraît avoir été recherché non point en perfectionnant et hâtant la perception par la simplification des méthodes, mais en augmentant les charges sur les revenus qui semblent les plus faciles à atteindre.

Il a été affirmé que, si la loi de 1919 était pleinement et complètement appliquée, elle fournirait au delà de ce qui est nécessaire pour pourvoir aux besoins du Trésor : la progression des recettes d'année en année, au fur et à mesure que l'instruction des agents de perception et l'éducation du contribuable se perfectionnent, paraît devoir confirmer cette opinion.

Les méthodes et certaines pratiques de perception n'ont pas échappé aux critiques.

La Commission semble avoir été unanime dans le vœu de voir les feuilles de cotisation plus rapidement dressées — ce qui serait grand profit pour le Trésor et mettrait les contribuables à l'abri de rappels souvent après un fort long temps : Des plaintes nombreuses ont surgi à cet égard, à l'occasion de récentes opérations de revision cadastrales.

Si celles-ci peuvent être contrôlées lorsqu'il s'agit d'immeubles urbains de certaine importance ou formant l'objet de baux, il n'en est guère de même vis-à-vis des propriétés rurales.

Des cas de taxation ayant toutes apparences d'arbitraire ont été relevés : Il a paru à de nombreux membres qu'il conviendrait d'adapter un système forfaitaire à l'évaluation des propriétés agricoles et surtout d'en revenir aux évaluations triennales ou quinquennales par abandon des révisions annuelles.

Le système indiciaire qui a été repoussé en 1919, semble par ailleurs recruter de jour en jour de nouveaux partisans, et il serait peut-être intéressant d'entreprendre l'étude s'il ne pourrait se substituer en tout ou en partie à celui de la déclaration,

L'article 2 du projet a été adopté par 10 voix contre 6. Il stipule que « Les délais utiles pour l'établissement des cotisations à l'emploi spécial sur les bénéfices de guerre et aux impôts spéciaux sur les bénéfices exceptionnels de 1919 et de 1920 ne prendront fin qu'au 31 décembre 1925. »

Les opposants ont invoqué que l'an dernier déjà une semblable disposition avait rencontré leurs critiques et qu'ils avaient obtenu l'assurance que semblable autorisation ne serait plus sollicitée. Il est bien difficile — sinon impossible — d'établir une cotisation sur des éléments qui peuvent remonter à l'année 1910.

D'autre part, les cotisations établies sont exigibles avec intérêts remontant à plus de quatre ans et ainsi principal et intérêts pourraient, en certains cas, dépasser le montant des bénéfices servant de matière à la cotisation.

L'article 5 du projet stipule que « la loi du 30 juillet 1921 sur l'emprunt, complétée par celle du 12 avril 1924, est étendue aux emprunts à contracter pour couvrir l'excédent des dépenses sur les recettes de l'État de l'exercice 1925. »

Cette disposition ne peut viser que le Budget Extraordinaire qui seul prévoit un excédent de dépenses — qui ne constitueront pas un déficit.

Ce rappel à la loi du 30 juillet 1921 a ramené l'attention sur la disposition qui s'y trouve — quelque peu égarée — interdisant aux organismes privés d'émettre des obligations nettes d'impôts.

L'expérience n'a pas démontré l'utilité de cette interdiction. Elle entraîne la conséquence que les sociétés majorient à concurrence de l'impôt le montant de l'intérêt brut qu'elles offrent. Le public est attiré par un taux supérieur au taux normal et à celui des emprunts de l'État : la concurrence s'établit sur un terrain bien plus dangereux que celui interdit.

Mais l'inconvénient est surtout que cette dépense crée les plus graves empêchements au placement des obligations belges à l'étranger, alors que nous avons le plus grand intérêt à attirer les capitaux du dehors.

La Commission a estimé cependant être sans pouvoir pour proposer ici une modification à cet article : l'amendement sort du cadre du présent projet de loi et porterait revision d'une loi organique.

L'ensemble du projet a réuni 13 voix contre 2.

La Commission vous en propose l'adoption avec l'amendement ci-après :

Aux articles :	In de artikelen :
1, { à taxe mobilière spéciale, à taxe professionnelle,	1, { Bijzondere belasting op roerende zaken, Bedrijfsbelasting,
6, (divertissement),	6, (Vermakelijkheden).
8, Mines,	8, Mijnrecht,
9, Litt. i (intérêt de retard),	9. Litt. i (achterstallige interest),
14, Enregistrement,	14, Registratie,
15, Greffe,	15, Griffie,
18, Timbre,	18, Zegelrecht,
19, Naturalisations,	19, Inburgeringen,
21, Amendes pénales,	21. Boeten van veroordeelingen,
faire précéder le libellé des mots : <i>produit éventuel de...</i>	de opstelling te doen voorafgaan van de woorden : <i>eventuele opbrengst van...</i>

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
M. LEMONNIER.

(N^o 58)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 DECEMBER 1924.

BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN VOOR HET DIENST- JAAR 1924 ⁽¹⁾.

VERSLAG

UITGEBRACHT NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾, DOOR DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van 's Lands Middelen wordt opgemaakt volgens een geraamde ontvangst van 4,268,007,488 frank.

Dit bedrag omvat 3,420,452,000 frank inkomsten die voortvloeien uit de rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen waarvan de thans van kracht zijnde wetten de zetting en de heffing regelen, en 120 miljoen op te leveren door de belastingen voorzien door de wetsontwerpen van Juni 1924.

De andere gewone ontvangsten moeten een totaal opleveren van 300 miljoen.

De uitzonderlijke ontvangsten en de ontvangsten ter vergoeding worden onderscheidenlijk op 106,336,000 en 319,904,044 frank geraamd. De verschillende Begrootingen voor uitgaven bereiken een totaal van fr. 4,246,621,057.70.

De Algemeene Begrooting aldus opgemaakt staat dus in evenwicht, zonder eenige toevlucht tot leening.

*
* * *

De Algemeene Staatsbegrooting omvat achttien verschillende wetsontwerpen, sommige aan het onderzoek van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, de andere aan het onderzoek van den Senaat onderworpen. Zij worden aldus voor-

(1) Begrooting n^o 4-1.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) Te leden van de *Bestendige Commissie van Financiën, Begrootingen en Bezuinigingen* : de heeren Lemonnier, voorzitter, Hallet, Pussemier, ondervoorzitters, Carlier, David, secretarissen, Bologne, De Bruyne (Auguste), de Liedekerke, Donnay, Golenvaux, Ozeray, Soudan, Straus, Van Ackere, Van Glabbeke en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren du Bus de Warnaffe, de Gérardon, de Bruycker, de Wouters d'Oplinter, Vermeersch en Baels.

gesteld dat zij den tekst zelf van de wet bevatten, gevolgd van tabellen die ofwel den oorsprong der ontvangsten, ofwel de posten der uitgaven vermelden.

Het is van belang te wijzen op het zeer verschillend gevolg van de voorstelling dier tabellen naar gelang zij Begrootingen van uitgaven of Begrootingen van ontvangsten betreffen.

Door de aanneming der Begrootingen van uitgaven stelt het Parlement eene daad die blijft. Het stemt toe in de uitgaven die omschreven worden in de bijgevoegde tabel en deze tabel krijgt, in dit opzicht, de waarde van een titel. Het bedrag van de uitgave mag niet overschreden worden.

Het kan gebeuren dat de Regeering het crediet niet aanwendt of niet uitput volgens de bestemming in de tabel vermeld, doch het is haar verboden een overschrijving te doen van een post op een anderen.

De tabel maakt hier deel uit van de Begrooting. De tabel-bijlage van de Begrooting van 's Lands Middelen kan integendeel slechts een middel zijn ter verduidelijking.

De vermeldingen van de tabel laten geen enkele heffing toe; de handleidingen op dit struk van zaken leeren terecht dat de Begrooting van 's Lands Middelen, waar het de bepalingen geldt betreffende de belastingen en taxes, *wetgevende* regelen in algemeenen zin bevat. Het gedeelte van de Begrooting der Ontvangsten waar de inkomsten geraamd die de gemeenten van den Staat ontvangen, is een bloote bewerking van *bestuurlijken aard*. (Jezé, *Le Budget*, bl. 50. Ducurt, *L'État*, d. I, bl. 524 en vv.)

In onze begrootingspraktijk, is het een bijzonder artikel van het wetsontwerp, opgemaakt volgens de bewoordingen van den tekst die u bij artikel 3 wordt voorgelegd, dat den titel uitmaakt door artikel 11 der Grondwet vereischt. Zij schrijft voor dat « de rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in principaal en opcentiemen ten voordeele van den Staat, bestaande op 31 December 19..., zullen, gedurende het jaar 19..., geïnd worden volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing er van regelen. »

De tabel van 's Lands Middelen heeft voor eenig doel, — het ware onmogelijk anders, — aan de contrôle van de Wetgeving de opgave te bezorgen van de middelen waarover de Minister meent te kunnen beschikken om de lasten van het dienstjaar te bestrijden; zij raamt de opbrengst der verscheidene posten van ontvangsten.

Deze vermeldingen zijn ramingen : zij verwekken de ontvangsten niet. Men kan alleen vergen dat zij den opsteller van de Begrooting gegrond voorkomen.

Zij kunnen slechts gedaan worden mits de voorziene voorwaarden vervuld worden, — het bestaan van wetten en tarieven — en mits het voordeel der alea's. Het hangt niet af van de inschrijving op de tabel of de opbrengst hooger of lager zal zijn.

Het Engelsch Parlement kent alleen de globale som van de waarschijnlijke opbrengsten der voornamste takken van inkomsten.

Uit het feit dat de tabel der Begrooting van 's Lands Middelen enkel een aanwijzende waarde heeft, volgt, dat het voorbarig aannemen van de raming der opbrengst van nieuwe belastingen geen voorwendsel, en nog minder een verbintenis mag zijn om *ne varietur* belastingen goed te keuren, waarvan het

bedrag enkel in vooruitzicht wordt gesteld. Elke bespreking, elk besluit blijve in dit opzicht vrij.

Moesten deze belastingen geheel of gedeeltelijk van de hand gewezen worden, dan zou het evenwicht steunend op dergelijke vooruitzichten gebroken zijn, ofwel door een tekort aan bijkomende inkomsten wegens onderschattingen, ofwel door een beroep of andere bronnen van inkomsten, ofwel door vermindering van uitgaven, ofwel door samenvoeging van die onderscheiden elementen.

Het is veel belangrijker de juistheid van de totale vooruitzichten zoo dicht mogelijk te benaderen dan zich te beperken bij het bedrag van elk der posten die samen de som van 's Lands Middelen uitmaken.

Het behoort stellig zooveel mogelijk als voorziene inkomsten slechts deze op te nemen waarvan het bedrag als verworven en buiten elk gevaar mag beschouwd worden.

In de huidige economische omstandigheden, is het echter niet altijd mogelijk dit beginsel streng na te leven.

Hoe zouden de besturen van de meeste steden van het land hun Begrooting voor 1922 hebben kunnen opmaken, terwijl de wetten krachtens dewelke zij opcentiemen mochten heffen slechts op 16 en 19 Juli 1922 gestemd werden? Dezelfde toestand geldt voor de Begrootingen voor 1924 : de bepalingen der wet van 1922 werden slechts door de wet van 27 Maart 1924 op dit dienstjaar toepasselijk gemaakt.

Thans worden de Begrootingen voor 1925 opgemaakt met de vermelding, bij het hoofdstuk inkomsten, van de taxes die geheven zullen worden krachtens de verhoopde stemming van het wetsontwerp op het provinciale en gemeentelijke belastingwezen.

Het Parlement heeft er geen bezwaar in gezien verleden jaar denzelfden weg op te gaan : artikel 2 van de tabel-bijlage voorzag eene vermeerdering van de supertaxe : « Er werd insgelijks rekening gehouden, zoo stond in de nota der aanmerkingen bij deze tabel, met de waarschijnlijke vermeerdering van 30 miljoen, die men verhopende mag van de maatregelen thans aan de goedkeuring van den Senaat onderworpen. »

De meerderheid van de Commissie meent dat geen enkele reden van overwegenden aard voorhanden is om de stemming der Begrooting van 's Lands Middelen verder dan het einde van dit jaar te verschuiven, als het toch onmogelijk was van het Parlement te verkrijgen dat het zich vóór dien tijd zou uitspreken over de beschikkingen van het ontwerp van Juni 1924.

Ingevolge het voorgaande heeft zij, met 13 tegen 2 stemmen, gemeend dat de woorden « eventueele opbrengst van... » de bewoordingen in de tabel, betreffende nog niet gestemde belastingen, moeten voorafgaan.

. . .

Het fiscaal stelsel toepasselijk tijdens het dienstjaar 1925 werd herhaaldelijk gegispit, doch dit kan tot geen besluit leiden, daar de organieke belastingwetten niet voor herziening vatbaar zijn in de wet over 's Lands Middelen.

De wet van 1919 op de cedulaire belastingen en op de supertaxe heeft een nieuw regiem ingeluid en afgebroken met al de oude praktijken en gewoonten.

Inden drang om het middel te verschaffen voor de herstelling van onze financiën, moest men zich meer laten leiden door de gegevens der theorie en het materiaal in het buitenland geraapt, dan door dokumenten en inlichtingen op zijn eigen bodem vergaard.

De behoeften der Schatkist hebben de inkomsten overschreden die een volkomen nieuwe wetgeving aanvankelijk kon opleveren.

De meerdere opbrengst schijnt niet gezocht geweest te zijn in de verbetering en vluggere inning door de vereenvoudiging der methoden, doch in de verhooging der lasten op de inkomsten die het gemakkelijkst te bereiken zijn.

Er werd bevestigd dat zoo de wet van 1919 volkomen werd toegepast, zij meer zou opleveren dan noodig is voor de behoeften der Schatkist : de van jaar tot jaar stijgende inkomsten naarmate de bedienden meer op de hoogte geraken en de belastingschuldigen zich beter aanpassen, schijnen deze bewering te moeten staven.

De methoden en sommige wijzen van inning werden ook gehekeld.

De Commissie meent eenparig den wensch te mogen uitdrukken dat de aanslagbiljetten vlugger zouden opgemaakt worden, hetgeen een groot profijt zou zijn voor de Schatkist en de belastingschuldigen zou vrijstellen van terugroepingen, dikwerf na een langen termijn. Talrijke klachten rezen dienaangaande op ter gelegenheid en de jongste verrichtingen van kadastrale herziening.

Indien deze kunnen nagegaan worden als het tamelijk belangrijke stedelijke gebouwen betreft of die waarvoor huurecdels bestaan, dan is dit niet het geval voor de eigendommen op den buiten.

Gevallen werden opgegeven, waarbij de taxatie volkomen willekeurig schijnt : Talrijke leden schenen een forfaitair stelsel te willen aannemen voor de schatting der landbouwgoederen en vooral de jaarlijksche herzieningen daar te laten om terug te keeren tot de drie- of vijfjaarlijksche schattingen.

Het stelsel der beschrijving, dat werd verworpen in 1919, schijnt met den dag nieuwe voorstanders te vinden en het zou wellicht belangwekkend zijn na te gaan of het niet geheel of gedeeltelijk dit der aangifte zou kunnen vervangen.

Artikel 2 van het ontwerp werd aangenomen met 10 tegen 6 stemmen. Het voorziet dat « de tijdsbestekken binnen dewelke de aanslagen in de bijzondere belasting op de oorlogswinsten en in de bijzondere belastingen op de uitzonderlijke winsten van 1919 en 1920 op geldige wijze mogen gevestigd worden, verstrijken op 31 Décembre 1925 ».

De tegenstanders hebben aangehaald dat reeds het vorig jaar dergelijke bepaling hun instemming niet genoot en dat men hun verzekerd had dat dergelijke machtiging niet meer zou gevraagd worden. Het is moeilijk, zooniet onmogelijk, een aanslag vast te stellen voor elementen die tot het jaar 1910 kunnen opklimmen.

Anderzijds, zijn de vastgestelde aanslagen verschuldigd met interesten tot over meer dan vier jaar en alzoo kunnen de hoofdsom en de interesten in sommige gevallen het bedrag overschrijden van de winsten die aanleiding geven tot den aanslag.

Artikel 5 van het ontwerp bepaalt dat « de wet van 30 Juli 1921 op de leening, aangevuld door die van 12 April 1924, wordt uitgebreid tot de leeningen te sluiten om het overschot te dekken van de uitgaven op de onvangsten van den Staat over het dienstjaar 1925. »

Deze bepaling doelt slechts op de Buitengewone Begrooting, die alleen een overschot van uitgaven voorziet welke geen tekort uitmaken.

Deze verwijzing naar de wet van 30 Juli 1921 heeft de aandacht teruggebracht op de bepaling waarbij het aan private organismen verboden is belastingvrije obligatiën uit te geven.

De ondervinding heeft het nut van dit verbod niet bewezen. Het heeft voor gevolg dat de maatschappijen het bedrag van den bruto-interest met de belasting verhoogden. Het publiek wordt aangetrokken door een interest die hooger is dan den normale een dan deze van de Staatsleeningen : de mededinging komt op een veel gevaarlijker terrein te staan.

Doch het grootste bezwaar ligt hierin, dat deze uitgave het plaatsen der Belgische obligatiën in het buitenland ten zeerste hindert, terwijl wij er het grootste belang bij hebben kapitalen uit den vreemde aan te trekken.

De Commissie heeft gemeend niet gemachtigd te zijn een wijziging bij dit artikel voor te stellen : het valt buiten het kader der wet en zou gelijkstaan aan een herziening van een organieke wet.

* * *

Het ontwerp in zijn geheel werd goedgekeurd met 13 tegen 2 stemmen.

De Commissie stelt voor het aan te nemen met het volgend amendement :

Aux articles :	In de artikelen :
1, { à taxe mobilière spéciale, à taxe professionnelle,	1, { Bijzondere belasting op roerende zaken, Bedrijfsbelasting,
6, (divertissement),	6, (Vermakelijkheden),
8, Mines,	8, Mijnrecht,
9, Litt. i (intérêt de retard),	9, Litt. i (achterstallige interest),
14, Enregistrement,	14, Registratie,
15, Greffe,	15, Griffie,
18, Timbre,	18, Zegelrecht,
19, Naturalisations,	19, Inburgeringen,
21, Amendes pénales,	21. Boeten van veroordeelingen,
faire précéder le libellé des mots : <i>produit éventuel de...</i>	de opstelling te doen voorafgaan van de woorden : <i>eventuele opbrengst van...</i>

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
M. LEMONNIER.